

SOCIÉTÉ (/RUBRIQUES/SOCIETE/)

Massacre du 28 septembre 2009 : le ministre guinéen de la Justice promet un procès pour 2016

01 octobre 2015 à 15h16 — Mis à jour le 01 octobre 2015 à 16h20

Par Diawo Barry (/auteurs/b.diawo/) - à Conakry



Le ministre guinéen de la Justice, Me Cheick Sacko, a confirmé à Jeune Afrique que le procès des présumés auteurs du massacre du 28 septembre 2009 en Guinée se tiendra bien en 2016. Soit sept ans après les faits.

À LIRE AUSSI



Que sont devenus les anciens putschistes africains ?

(/267447/politique/devenus-anciens-putschistes/)

Massacre du 28 septembre en Guinée : Dadis Camara reconnaît sa « responsabilité morale »

(/246676/societe/massacre-28-septembre-guinee-dadis-camara-reconnait-responsabilite-morale/)

« À la veille d'un procès pour le massacre du 28 septembre ? », s'interrogeaient récemment dans un communiqué (<https://www.fidh.org/La-Federation-internationale-des-ligues-des-droits-de-l-homme/afrique/guinee-conakry/guinee-a-la-veille-d-un-proces-pour-le-massacre-du-28-septembre>) six ONG de défense des droits humains, dont l'Association des victimes, parents et amis du 28 septembre 2009 (Avipa). Oui, a répondu le ministre guinéen de la Justice, Me Cheick Sacko

(<http://www.jeuneafrique.com/51964/politique/massacre-du-28-septembre-en-guin-e-il-y-a-aura-une-justice-nationale-assure-cheick-sako/>), dans un bref et exclusif entretien à *Jeune Afrique*.

« Je peux assurer les victimes que l'instruction sera bouclée à la fin de cette année et le procès va s'ouvrir en 2016. Maintenant, je ne suis pas en mesure de leur dire exactement quel mois le procès va se tenir », explique le Garde des sceaux qui promet que tout sera mis en œuvre pour retrouver et auditionner le lieutenant Aboubacar Toumba Diakité, ancien aide de camp de Moussa Dadis Camara, en cavale après avoir tiré sur son chef. Le ministre Sacko a également réitéré que le général Sékouba Konaté, ancien président de la transition, sera auditionné prochainement en qualité de témoin.

À LIRE AUSSI : **la tribune d'Asmaou Diallo, présidente de l'Avipa : les responsables du massacre du 28 septembre 2009 bientôt jugés ?** (<http://www.jeuneafrique.com/267131/societe/guinee-responsables-massacre-28-septembre-2009-bientot-juges-attendre/>)

Appel à la classe politique

À l'occasion du sixième anniversaire du massacre, qui s'est déroulé à la veille du scrutin présidentiel du 11 octobre, les défenseurs des droits humains et les familles des victimes se sont adressés aux futurs dirigeants de la Guinée.

« Nos organisations appellent l'ensemble de la classe politique guinéenne à placer au centre de ses priorités la poursuite de la lutte contre l'impunité et la réforme de la justice. Il est indispensable que le prochain gouvernement fournisse à la justice tous les moyens nécessaires pour qu'un procès du 28 septembre puisse se tenir, dès 2016, dans les meilleures conditions ».

14 personnes inculpées dont 7 hauts responsables

Le massacre du 28 septembre 2009 au Stade de Conakry, c'est un bilan de 157 morts, 1 500 blessés, 89 disparus, 109 femmes violées (<http://www.jeuneafrique.com/186487/societe/autopsie-d-un-massacre/>), des dizaines de personnes séquestrées et torturées et 392 victimes constituées parties civiles, selon une infographie de la FIDH (<https://www.fidh.org/La-Federation-internationale-des-ligues-des-droits-de-l-homme/afrique/guinee-conakry/infographie-guinee-six-ans-apres-le-massacre-du-28-septembre-ou-en>). En cinq ans de procédure judiciaire, poursuit la même source, quatorze personnes ont été inculpées, dont sept hauts responsables au moment des faits.

Il s'agit de Moussa Dadis Camara, ex-chef de la junte (<http://www.jeuneafrique.com/244865/societe/guinee-dadis-camara-inculpe-lenquete-massacre-28-septembre/>), « inculpé pour avoir ordonné l'envoi de ses troupes d'élites et de ses milices à commettre le massacre du 28 septembre 2009 » ; le lieutenant Aboubacar Diakité alias Toumba, aide de camp ; le colonel Claude Pivi alias Coplan (<http://www.jeuneafrique.com/169959/politique/massacres-du-28-septembre-en-guin-e-le-ministre-claude-pivi-inculp/>), ex-ministre chargé de la Sécurité présidentielle ; le colonel Moussa Tiégboro Camara, qui « commandait d'une unité d'élite de la gendarmerie qui a pris part au massacre » ; le capitaine Lamah Bienvenu, « responsable de la milice qui stationnait au camp de Kaléah (préfecture de Kindi) au moment des faits. Plusieurs dizaines de ses recrues, en civil et armées d'armes blanches, ont participé au massacre ». Quant au colonel Abdoulaye Chérif Diaby, ex-ministre de la Santé, il « a délibérément entravé la prise en charge médicale des blessés ». Et le général Mamadouba Toto Camara, ex-numéro 2 de la junte et ministre de la Sécurité à l'époque, est lui « poursuivi pour les exactions commises par les forces de police placées sous son commandement ».

Diawo Barry (/auteurs/b.diawo/)

(<http://jeuneafrique.us2.list-manage.com/subscribe?u=6f73d53fb63e8c665c4e3800d&id=9e88e09281>)
